



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 5 mai 2019

Fausse attaques, vraies urgences

« À la Pitié-Salpêtrière, on a attaqué un hôpital »... a déclaré Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, après que le 1^{er} mai, des manifestants ont cherché refuge dans l'enceinte de cet hôpital parisien pour fuir les charges de la police et les nuages de lacrymogène qui noyaient les rues environnantes.

Castagneurs de manifestants

Malgré la stupidité d'un tel mensonge, démenti par tous les témoignages dès les heures suivant la déclaration ministérielle, le gouvernement s'acharne à dénoncer une « intrusion violente ». Une thèse qui vise à monter la population contre les manifestants, alors que les « vidéos édifiantes » évoquées comme preuves par Martin Hirsch, le patron des hôpitaux de Paris, montrent des manifestants désarmés, poursuivis à moto et frappés depuis la rue jusqu'aux pieds des bâtiments de l'hôpital.

La casse de l'hôpital

Quant au « sanctuaire » que représenterait l'hôpital public selon Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, il est sérieusement malmené par elle. Les fermetures d'hôpitaux ou de services se multiplient depuis des années, dégradant constamment la qualité des soins dispensés. Au point qu'une patiente a pu mourir au mois de décembre dernier dans le service d'urgences de l'hôpital parisien de Lariboisière, en sous-effectif chronique.

Le personnel des urgences dénonce justement cette situation et a initié une grève depuis le milieu du mois d'avril dans de nombreux hôpitaux de la France entière, une réalité que la ministre choisit d'ignorer... jusqu'à faire retirer les banderoles des grévistes de la Pitié-Salpêtrière lors de son intervention devant les caméras pour dénoncer des attaques imaginaires !

La détermination des Gilets jaunes

Samedi dernier, ce sont les Gilets Jaunes, les prétendus « casseurs », qui ont pris l'initiative d'une manifestation faisant le tour des hôpitaux parisiens en scandant « Du fric pour l'hôpital public », chaleureusement accueillis par le personnel massé aux fenêtres, alors que les entrées étaient barricadées par les directeurs apeurés.

Car les manifestations se poursuivent. Le gouvernement se console chaque samedi en mettant en avant une mobilisation en baisse. Un phénomène inévitable au bout de six mois de mobilisation constante... et de répression croissante. Mais malgré des milliers de condamnés, de blessés, et des dizaines de mutilés, le mouvement des Gilets jaunes non seulement se maintient, s'organise, mais il occupe désormais une place centrale dans le pays, créant une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer tous ceux qui veulent combattre la politique patronale de Macron.

La prime « Gilet Jaune » versée dans l'urgence au mois de décembre, comme la récente promesse de réduction de l'impôt sur le revenu, sont autant de preuves de la force de cette mobilisation qui bouscule nos gouvernants. Et la manifestation du 1^{er} mai dernier a été la plus importante en nombre depuis des années et, de loin, la plus dynamique, avec la participation des Gilets jaunes.

Tous ensemble !

Mais toutes ces concessions à la marge n'empêchent pas Macron de poursuivre coûte que coûte sa politique au service des plus riches. Ses petites annonces, censées clôturer « le grand débat », montrent clairement qu'il « entend garder le cap » (augmentation de la durée de cotisation pour les retraites, baisse de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, baisse des dépenses publiques...), le tout assaisonné de déclarations inspirées des thèmes nauséabonds de l'extrême droite sur l'immigration et l'islam.

La plupart des Gilets jaunes ne se trompent pas sur ces fausses promesses et ces vraies menaces. Nous avons toutes les raisons de ne pas en être dupes non plus. Il est temps de tous se retrouver, dans la rue et dans les grèves.

**Aux élections européennes du 26 mai, votez pour la liste
Lutte Ouvrière, soutenue par le NPA !**

Fin d'année difficile... en avril

Le directeur de la mécanique Renault-Nissan a réuni les hiérarchiques il y a quelques semaines pour leur annoncer que cette année, les restrictions de budget avaient commencé dès avril. D'après la direction, s'il faut faire toujours plus avec moins cette année, c'est parce que Renault investirait trop d'argent dans les motorisations du futur ! Alors il faut se serrer la ceinture pour affronter l'avenir ? Pas vraiment car dans le même temps, la directrice financière annonçait le maintien des objectifs de marge opérationnelle à 6% pour 2019, malgré une baisse des ventes mondiales au premier trimestre... Côté profits, pas de restrictions en vue !

Les sacrifices qu'on nous demande, ce n'est pas pour assurer notre avenir, mais pour garnir toujours plus les comptes des actionnaires et des dirigeants.

Le coup de la panne

D'après nos directeurs, si les projets ne vont pas assez vite, c'est parce qu'on n'est pas assez « agile ». Mais quand c'est Renault qui ne paye pas ses factures de carburant et que des bancs moteurs doivent être arrêtés car les cuves sont vides comme ces dernières semaines, qu'est-ce qu'ils voudraient qu'on fasse ? Qu'on aille siphonner les réservoirs des voitures sur les parkings pour respecter le jalon projet ? Qu'on fasse une cagnotte sur internet pour les aider à payer ?

Renault va verser en 2019 plus d'un milliard d'euros de dividendes aux actionnaires : agile ou pas, on ne se mettra pas en quatre pour gonfler les profits et le free-cash-flow !

Pas de Ghosn-busters au Festival de Cannes cette année

Le Festival de Cannes 2019 s'annonce très décevant : Carlos Ghosn n'est même pas sélectionné ! Pourtant, ses précédentes prestations étaient de qualité : d'après la presse, Renault-Nissan aurait dépensé 1,7 million d'euros pour qu'il vienne se pavaner sur la Croisette avec ses proches entre 2015 et 2018. Mais, après le fiasco de sa première sortie de prison déguisé en ouvrier, sa dernière prestation était décevante : dans sa vidéo de « révélations » diffusée sur internet, on l'a senti moins à son aise dans le personnage de l'innocent injustement accusé et victime d'un complot.

Il vaut mieux qu'il reste cantonné aux rôles de grand patron cupide, il y est plus crédible.

France Télécom : le capitalisme en procès

Cette semaine s'ouvre le procès de 7 dirigeants de France Télécom poursuivis pour harcèlement moral de 2006 à 2010. Pour supprimer 20 000 postes en 3 ans (soit 20 % des effectifs), ils ont organisé un système de management par la terreur, poussant les salariés à quitter leur poste. Cette politique a entraîné 19 suicides et de nombreuses tentatives, dépressions et maladies. Le PDG de l'époque voulait faire partir les salariés « par la porte ou par la fenêtre » comme il le disait lui-même en 2007. Son objectif : « créer de la valeur pour l'actionnaire ».

Cette situation n'est pas spécifique à France Télécom et un procès ne suffira pas à y mettre fin, même s'il permet de révéler au grand jour les pires pratiques patronales. Sacrifier la santé voire la vie des travailleurs pour faire du profit, c'est la logique même du capitalisme. C'est tout ce système qu'il faut condamner.

Gros profits et mauvaises odeurs

Vendredi dernier, beaucoup d'entre nous avons été obligés de poser un jour de congé pour bénéficier d'un week-end prolongé, car la direction avait décidé de ne pas fermer le CTL. Espérant sans doute que le grand nombre d'absents lui permettrait d'occulter ses petites magouilles, la direction de PEI n'a pas jugé bon de remplacer les salariés du ménage en congés, pour effectuer la prestation. Résultat : dans plusieurs bâtiments, même les toilettes n'ont pas été nettoyées. Manque de chance pour PEI, les odeurs ne faisant pas le pont, ça s'est senti...

Pour faire le maximum de profits, PEI n'applique même pas les règles d'hygiène les plus élémentaires et Renault laisse faire, trop content de payer une prestation à bas prix. La prochaine fois qu'il y aura un risque d'attraper des infections au travail, on appliquera notre droit de retrait et on ira prendre l'air.

Une infox chasse l'autre

Pendant sa conférence de presse de fin de Grand Débat, Macron a voulu tâter le terrain en vue d'une nouvelle réforme anti-ouvrière. Il a entamé le traditionnel refrain patronal sur le temps de travail plus faible en France qu'ailleurs en Europe, en expliquant « on travaille moins par rapport à la vie tout entière, et on travaille moins à l'année ». Rien de très étonnant de sa part, sauf que toute la presse a démontré par la suite que son affirmation n'est pas vraie : aucun chiffre fiable ne vient la confirmer. Et quand bien même ce serait juste, il faudrait réduire le temps de travail et partager les emplois entre tous, plutôt que de passer sa vie à trimer pour des miettes toujours plus petites.

Une fake new moins originale que la prétendue attaque de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, mais tout aussi fausse !

Nos vies valent plus que leurs profits

Suite aux deux crashes récents de Boeing 737 MAX, l'enquête a révélé que le constructeur avait équipé à l'origine ses avions d'un signal d'alerte de dysfonctionnement du système anti-décrochage, la panne qui serait à l'origine des catastrophes.

Mais Boeing avait choisi de rendre optionnel et payant ce système d'alerte lumineux, sans que les pilotes ne soient mis au courant. Les deux avions qui se sont crashés, causant la mort de 346 personnes, n'étaient pas équipés dudit signal d'alerte.

Si l'information se confirme, « *les eaux glacées du calcul égoïste* » des capitalistes, que Marx dénonçait déjà, ont fait de nouvelles victimes.

Chocolat amer

La presse a révélé que des milliers de réfugiés syriens sont exploités en Turquie pour la récolte des noisettes, dans des conditions effroyables et au plus grand bénéfice des groupes comme Nestlé ou Ferrero, qui dominent ce marché. Les petites exploitations qui fournissent ces multinationales font travailler les ouvriers (y compris des enfants) jusqu'à 12h/jour pour 9 €, 7 jours par semaine.

Une sorte de sous-traitance qui permet aux actionnaires d'avoir les mains propres en apparence quand ils nous vendent leurs confiseries, tout en se remplissant les poches, à l'instar du patron de Ferrero dont la fortune est estimée à 22 milliards de dollars. De quoi nous dégoûter du *Nutella*...